



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 4 février 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Finances des administrations provinciales et territoriales, 1995-1996 et 1996-1997** 2
La réduction des déficits des administrations provinciales et territoriales en 1996-1997 est attribuable à une diminution plus rapide des dépenses que des recettes.

- **Permis de bâtir, 1996 et décembre 1996** 5
En 1996, les municipalités ont délivré des permis de bâtir pour une valeur de 25,9 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 5,3 % par rapport à l'année précédente; les intentions du secteur résidentiel récupèrent donc après avoir connu une profonde léthargie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête sur les anticipations à court terme	8
Ciment, décembre 1996	8
Indice des prix à l'enseignement - niveaux élémentaire et secondaire, 1971 à 1995	8
Enquête annuelle des manufactures, 1995	9

NOUVELLES PARUTIONS

11



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Finances des administrations provinciales et territoriales

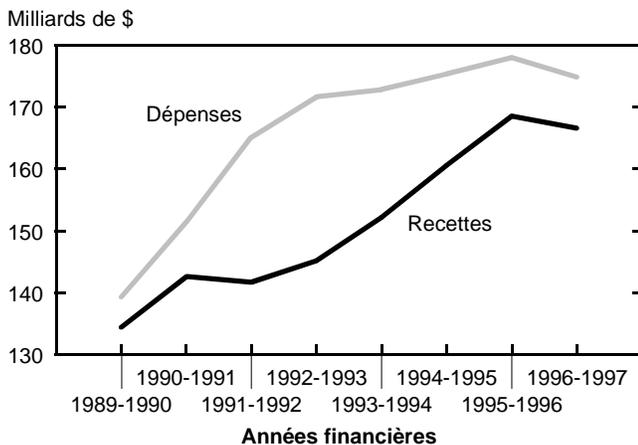
1995-1996 (données révisées) et 1996-1997

Les recettes des administrations provinciales et territoriales durant l'exercice 1996-1997 devraient atteindre 166,6 milliards de dollars, tandis que les dépenses devraient totaliser 174,9 milliards de dollars, entraînant un déficit de 8,3 milliards de dollars.

Le déficit total des administrations provinciales et territoriales devrait diminuer pour une quatrième année consécutive. Mais, contrairement aux trois années précédentes où la baisse du déficit était attribuable à une augmentation plus rapide des recettes que des dépenses, la réduction de 11,0 % du déficit en 1996-1997 est attribuable à une diminution plus rapide des dépenses que des recettes.

Après avoir atteint son sommet de 26,5 milliards de dollars en 1992-1993, le déficit des administrations provinciales et territoriales a par la suite diminué considérablement en moyenne de 5,7 milliards de dollars par année au cours des trois années subséquentes, pour se chiffrer à 9,5 milliards de dollars en 1995-1996. Il devrait diminuer à nouveau de 1,2 milliard de dollars en 1996-1997.

Administrations provinciales et territoriales



Les recettes sont à la baisse

Les recettes devraient diminuer de 1,2 % par rapport à 1995-1996, alors qu'elles avaient augmenté en moyenne de 3,4 % par année durant les cinq

Note aux lecteurs

Les estimations révisées des années 1993-1994 à 1995-1996 proviennent des budgets, crédits et comptes publics ainsi que des compilations complémentaires fournies par certaines provinces. Les estimations de 1996-1997 sont fondées sur les données contenues dans les budgets, crédits et prévisions révisées déposés en 1996 ainsi que les renseignements complémentaires obtenus des provinces.

exercices précédents. Les recettes autonomes des administrations provinciales et territoriales durant l'exercice 1996-1997 devraient totaliser 140,9 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,7 milliards de dollars (+2,0 %) par rapport à 1995-1996, tandis que les transferts de l'administration fédérale devraient diminuer de 4,7 milliards de dollars ou de 15,5 % en 1996-1997.

Parmi les recettes autonomes des administrations provinciales et territoriales, les rentrées d'impôt sur les revenus des particuliers (malgré la réduction importante du taux d'imposition sur les revenus des particuliers en Ontario) devraient totaliser 44,6 milliards de dollars, soit 2,8 % de plus qu'en 1995-1996. L'impôt sur le revenu des sociétés devrait diminuer de 2,2 % pour totaliser 8,8 milliards de dollars en 1996-1997. Les taxes à la consommation devraient atteindre 30,3 milliards de dollars, ce qui est à peine plus que les 30,0 milliards de dollars comptabilisés en 1995-1996.

Les revenus de placement devraient totaliser 16,9 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 3,6 % par rapport à 1995-1996, du fait d'une augmentation des rentrées provenant des loteries et des casinos ainsi que des dividendes plus élevés distribués par les sociétés d'État provinciales.

Les transferts fédéraux devraient totaliser 25,7 milliards de dollars, alors qu'ils avaient atteint un sommet de 30,4 milliards de dollars en 1995-1996. La diminution des transferts fédéraux est en grande partie attribuable à une baisse des contributions au titre du programme «Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux» (qui a remplacé le 1^{er} avril 1996 le programme pour la santé, les services sociaux et l'éducation) et le reste, à une diminution des transferts au titre de divers autres programmes.

La baisse des dépenses est en partie imputable aux réductions dans la santé, les services sociaux et l'éducation

Les dépenses totales des administrations provinciales et territoriales devraient diminuer de presque 3,2 milliards de dollars ou de 1,8 % en 1996-1997, alors qu'elles avaient augmenté en moyenne de 3,3 % par année durant les cinq années précédentes. Il faut attribuer cette diminution aux efforts déployés par les administrations provinciales et territoriales pour réduire leurs dépenses et restructurer les institutions publiques.

Les dépenses totales de chacune des grandes fonctions (à l'exception du service de la dette) des administrations provinciales et territoriales devraient diminuer en 1996-1997. Les dépenses totales en matière de santé devraient atteindre 45,3 milliards de dollars, ce qui constitue une diminution de 0,6 %, alors qu'elles avaient augmenté en moyenne de 2,7 % par année durant les cinq années précédentes. Les débours totaux en matière de services sociaux devraient diminuer de 1,8 % pour atteindre 33,6 milliards de dollars en 1996-1997, comparativement à une augmentation annuelle moyenne de 6,0 % durant les cinq années précédentes. Les dépenses

en matière d'éducation devraient diminuer de 3,3 % comparativement à une augmentation annuelle moyenne de 2,4 % dans cette catégorie durant les cinq années se terminant en 1995-1996.

Le service de la dette continuera d'augmenter en 1996-1997, mais à un rythme beaucoup plus lent. Il devrait augmenter d'environ 595,0 millions de dollars, pour atteindre 27,9 milliards de dollars, soit 2,2 % de plus qu'en 1995-1996, alors qu'il avait augmenté en moyenne de 8,2 % par année durant les cinq années précédentes.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2781 à 2793.

Il est possible d'obtenir des données au moyen de totalisations spéciales. Pour plus de renseignements ou pour des renseignements généraux sur les produits et services de la Division des institutions publiques, communiquez avec Viola Jabbour, coordonnatrice de la commercialisation et des services aux clients, au (613) 951-0767.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul Blouin au (613) 951-8563 ou James Temple au (613) 951-1832, Division des institutions publiques. □

Recettes et dépenses des administrations provinciales et territoriales (Système de gestion financière)

	1990- 1991	1992- 1993	1995- 1996	1996- 1997	1990- 1991 à 1995- 1996	1995- 1996 à 1996- 1997
	millions de \$				fluctuation annuelle moyenne en %	
Source des recettes						
Impôt sur le revenu des particuliers	39 450	37 630	43 401	44 605	1,9	2,8
Impôt sur le revenu des sociétés	5 457	4 320	9 021	8 824	10,6	-2,2
Taxes de consommation	26 111	27 052	30 033	30 270	2,8	0,8
Prélèvements: santé et assurance sociale	9 042	9 451	11 656	11 859	5,2	1,7
Impôts divers	8 500	9 715	11 442	11 619	6,1	1,5
Revenus de placement	14 493	13 896	16 342	16 926	2,4	3,6
Autres recettes autonomes	12 933	12 967	16 302	16 843	4,7	3,3
Transferts	26 621	30 148	30 390	25 677	2,7	-15,5
Total des recettes	142 607	145 179	168 587	166 623	3,4	-1,2
	1990- 1991	1992- 1993	1995- 1996	1996- 1997	1990- 1991 à 1995- 1996	1995- 1996 à 1996- 1997
	millions de \$				fluctuation annuelle moyenne en %	
Fonction des dépenses						
Services généraux	7 382	7 520	7 928	7 589	1,4	-4,3
Protection des personnes et de la propriété	4 937	5 199	5 111	4 908	0,7	-4,0
Transport et communications	7 294	7 195	7 304	6 704	-	-8,2
Santé	39 854	44 907	45 606	45 336	2,7	-0,6
Services sociaux	25 582	32 929	34 198	33 587	6,0	-1,8
Éducation	28 821	32 544	32 524	31 443	2,4	-3,3
Service de la dette	18 481	21 505	27 353	27 948	8,2	2,2
Autres dépenses	19 068	19 926	18 042	17 348	-1,1	-3,8
Total des dépenses	151 418	171 725	178 066	174 863	3,3	-1,8
Surplus (déficit)	-8 811	-26 546	-9 479	-8 241	1,0	-11,0

-- Nombre infime.

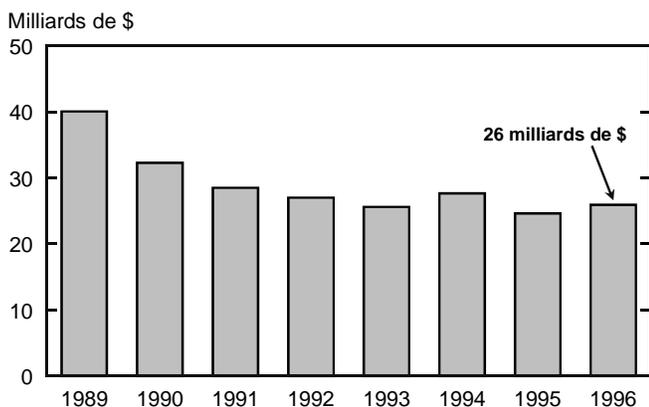


Permis de bâtir

1996 et décembre 1996

En 1996, les municipalités ont délivré des permis de bâtir pour une valeur de 25,9 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 5,3 % par rapport à l'année précédente; les intentions du secteur résidentiel récupèrent donc après avoir connu une profonde léthargie.

Le secteur de l'habitation domine la hausse de 5,3 % de la valeur totale des permis de bâtir



La valeur des permis de bâtir dans le secteur de l'habitation en 1996 a augmenté considérablement par rapport à 1995 (+18,0 %), pour passer à 15,6 milliards de dollars. Toutefois, cette hausse n'a que partiellement compensé la glissade de 24,7 % subie en 1995.

La performance du secteur de l'habitation en 1996 a été attribuable à des taux hypothécaires qui ont atteint leur plus bas niveau depuis longtemps et à une forte demande de maisons neuves et existantes. Les résultats indiquent que le marché de la maison neuve devrait marquer d'autres gains de croissance si les taux hypothécaires et le prix des maisons demeurent relativement stables.

Note aux lecteurs

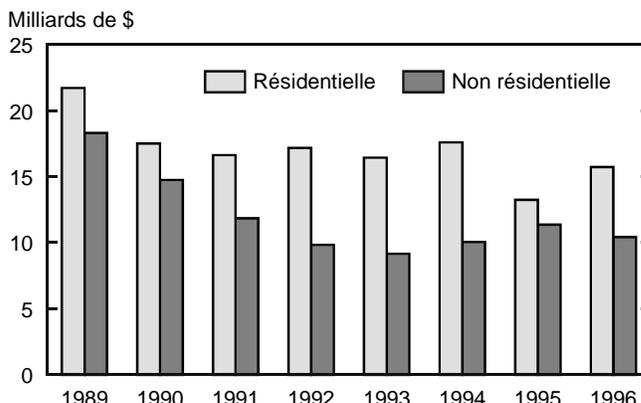
Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités que représentent les 7 % résiduels de la population sont très petites et leur niveau d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueduc, égouts, ouvrages de drainage) ni le coût du terrain.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

Les permis de construction résidentielle augmentent de 18,0 % en 1996



Par ailleurs, la valeur des permis non résidentiels a chuté de 9,5 % en 1996 pour s'établir à 10,3 milliards de dollars, ce qui constitue deux augmentations annuelles consécutives. Ce fléchissement, qui est imputable aux composantes industrielle et institutionnelle, indique que les intentions d'investissement immobilier en 1997 devraient diminuer dans ces deux secteurs.

Le niveau des permis de bâtir en 1996 est très loin de celui de 1989, année record au cours de laquelle les municipalités avaient délivré des permis pour une valeur totale de 40 milliards de dollars.

En décembre 1996 seulement, la construction résidentielle et non résidentielle a contribué à faire baisser globalement de 4,6 % la valeur des permis comparativement à novembre, pour s'établir à 2,1 milliards de dollars. Dans l'habitation, les intentions de

construction ont diminué de 1,8 % pour se fixer à 1,4 milliard de dollars, à la suite du gain mensuel le plus élevé de 1996. La construction non résidentielle a subi une cinquième chute d'affilée (-9,7 %) en décembre, pour s'établir à 0,7 milliard de dollars.

L'augmentation du secteur résidentiel dominée par les logements unifamiliaux

Depuis le deuxième semestre de 1995, les permis de bâtir du secteur relancé de l'habitation augmentent. Le signe encourageant de 1996 vient du fait que la composante clé du secteur de l'habitation, les logements unifamiliaux, qui représentent plus de 70 % de la valeur totale du secteur résidentiel, a connu la plus forte augmentation. En effet, les permis de logements unifamiliaux ont augmenté sensiblement (+18,2 %), suivis de près par la composante des logements multifamiliaux (+17,5 %).

Les plus fortes ventes en quatre ans de maisons neuves et existantes ont permis de réduire le stock d'unités non vendues et de stimuler la construction de logements neufs en 1996. Les prix favorables des logements, des taux hypothécaires à leur plus bas niveau depuis 30 ans et une meilleure conjoncture économique ont été suffisants pour persuader les consommateurs de s'engager dans l'achat d'une habitation. Cette impulsion du secteur résidentiel devrait se poursuivre pendant le premier semestre de 1997.

Le niveau élevé de permis délivrés en 1996 se reflète partiellement dans les résultats d'une enquête de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, qui indiquaient que les mises en chantier avaient augmenté de 12,4 % pour s'établir à 123 700 unités en 1996. Cette situation suggère une croissance de l'emploi dans la construction pour le début de 1997.

En Ontario, où la reprise dans le secteur résidentiel a été la plus forte, les intentions de construire ont fait un bond de 20,3 %, ce qui est presque entièrement imputable aux permis de logements unifamiliaux. L'Alberta a enregistré une hausse de 23,8 %, attribuable entièrement aux permis de logements unifamiliaux, tandis que la Colombie-Britannique (+17,2 %) et le Québec (+10,0 %) ont enregistré des augmentations des composantes des logements unifamiliaux et multifamiliaux. Seuls les Territoires du Nord-Ouest (-38,6 %) ont connu une baisse dans le secteur du logement.

Première baisse annuelle du secteur non résidentiel depuis trois ans

Après deux augmentations annuelles consécutives, la valeur cumulative des intentions de bâtir dans le secteur non résidentiel a fléchi de 9,5 % en 1996.

Ce recul est principalement attribuable à une chute notable de la composante institutionnelle (-27,9 %), qui s'est établie à 2,2 milliards de dollars, son plus bas niveau en 12 ans. Cette situation correspond d'ailleurs aux compressions de dépenses annoncées par tous les échelons de gouvernement.

Près derrière, la composante industrielle a aussi enregistré une diminution marquée (-11,4 %) en 1996. Sa valeur s'établissait à 2,5 milliards de dollars. Ces diminutions ont plus que compensé une très faible augmentation de 1,8 % de la composante commerciale.

À l'échelle provinciale, la baisse de 13,5 % en Ontario dans le secteur non résidentiel en 1996 – qui est la plus forte au Canada – s'explique principalement par une chute importante de la composante institutionnelle (-39,8 %) et, dans une moindre mesure, par un recul de 5,5 % de la composante commerciale. Plus précisément, la valeur des permis de bâtir du secteur institutionnel en Ontario a atteint 741 millions de dollars, son plus faible niveau depuis 1985.

Le Québec a aussi affiché une diminution notable de la valeur des permis de bâtir non résidentiels (-16,2 %), surtout à cause de sa composante industrielle et, dans une proportion moindre, de sa composante institutionnelle.

Par ailleurs, les fortes hausses enregistrées en Nouvelle-Écosse dans les projets industriels (+90,2 %) et institutionnels (+29,4 %) en 1996 ont fait monter de 13,2 % la valeur des permis non résidentiels. L'Alberta (+2,2 %) et le Manitoba (+7,5 %) ont aussi affiché une augmentation des intentions de construire dans leur secteur non résidentiel en 1996, en grande partie en raison de la poussée des nouveaux projets industriels et commerciaux.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de décembre 1996 de *Permis de bâtir* (64-001-XPB, 24 \$ / 240 \$) et la version microfiche (64-001-XMB, 25 \$ / 135 \$) paraîtront en février. Voir *Pour commander les publications*.

L'estimation des permis de bâtir de janvier 1997 sera diffusée le 6 mars.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Internet:

burejoa@statcan.ca. Pour obtenir des renseignements de nature analytique, communiquez avec Nathalie Léveillé au (613) 951-2025, Section des

indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. Internet: levenat@statcan.ca.

Valeur des permis de bâtir

Région et type de construction	Nov. 1996	Déc. 1996	Nov. à déc. 1996	1995	1996	1995 à 1996
données désaisonnalisées						
	millions de \$		variation en %	millions de \$		varia- tion en %
Canada	2 239	2 135	-4,6	24 595	25 891	5,3
Résidentielle	1 427	1 402	-1,8	13 242	15 622	18,0
Non résidentielle	811	733	-9,7	11 353	10 270	-9,5
Terre-Neuve	21	20	-5,1	202	249	23,7
Résidentielle	17	15	-10,0	131	188	43,2
Non résidentielle	4	5	13,8	71	62	-12,4
Île-du-Prince-Édouard	17	5	-71,8	96	102	6,4
Résidentielle	10	4	-60,2	52	61	17,1
Non résidentielle	7	1	-89,2	44	41	-6,3
Nouvelle-Écosse	65	91	39,2	620	696	12,3
Résidentielle	49	68	38,1	426	476	11,9
Non résidentielle	16	23	42,7	194	220	13,2
Nouveau-Brunswick	40	35	-12,8	488	458	-6,1
Résidentielle	28	22	-21,6	209	254	21,3
Non résidentielle	13	13	6,7	279	204	-26,7
Québec	406	396	-2,6	4 939	4 704	-4,8
Résidentielle	197	217	10,3	2 155	2 371	10,0
Non résidentielle	209	179	-14,6	2 784	2 333	-16,2
Ontario	846	790	-6,6	9 192	9 622	4,7
Résidentielle	590	537	-9,1	4 946	5 949	20,3
Non résidentielle	256	254	-0,8	4 246	3 672	-13,5
Manitoba	42	54	29,7	525	559	6,5
Résidentielle	24	27	12,5	255	268	5,4
Non résidentielle	18	28	52,1	271	291	7,5
Saskatchewan	31	39	26,8	478	542	13,3
Résidentielle	16	18	16,7	161	222	37,9
Non résidentielle	15	20	37,5	317	320	0,8
Alberta	305	248	-18,7	2 507	2 867	14,4
Résidentielle	156	174	12,0	1 408	1 743	23,8
Non résidentielle	149	73	-50,8	1 099	1 124	2,2
Colombie-Britannique	458	450	-1,6	5 415	5 993	10,7
Résidentielle	336	316	-6,0	3 443	4 036	17,2
Non résidentielle	121	134	10,6	1 971	1 957	-0,7
Yukon	6	3	-44,5	74	53	-28,9
Résidentielle	3	2	-33,6	24	33	39,3
Non résidentielle	3	1	-58,1	50	20	-61,1
Territoires du Nord-Ouest	3	4	31,7	60	47	-21,9
Résidentielle	2	2	-7,1	33	20	-38,6
Non résidentielle	1	2	97,8	27	27	-1,8

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête sur les anticipations à court terme

Chaque mois, Statistique Canada demande à un petit groupe d'économistes de prévoir, pour le mois suivant, certains indicateurs économiques clés. Les participants prévoient la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation, du taux de chômage et du taux de participation de la population active, le niveau des importations et exportations de marchandises ainsi que la variation du Produit intérieur brut au coût des facteurs.

- La prévision du mois de janvier 1997 pour l'indice des prix à la consommation est de +2,0 %. Les opinions varient d'un minimum de +1,7 % à un maximum de +2,2 %. Le mois dernier, la moyenne des prévisions (+2,0 %) a sous-estimé le chiffre réel (+2,2 %).
- Les participants prévoient le taux de chômage à 9,7 %, le minimum étant de 9,5 % et le maximum, de 10,0 %. La moyenne des prévisions pour décembre (9,9 %) surestimait le chiffre réel (9,7 %). La prévision pour le taux de participation de la population active est de 65,0 %, le minimum étant de 64,8 % et le maximum, de 65,0 %. La prévision pour le mois de décembre (65,1 %) surestimait le chiffre réel (64,8 %).
- La prévision pour les exportations en décembre se situe à 22,7 milliards de dollars. Les opinions varient d'un minimum de 22,0 milliards de dollars à un maximum de 24,0 milliards de dollars. La prévision du mois dernier (22,5 milliards de dollars) a légèrement surestimé le chiffre réel (22,4 milliards de dollars). La prévision actuelle des importations pour décembre est de 20,5 milliards de dollars, le minimum étant de 19,0 milliards de dollars et le maximum, de 21,2 milliards de dollars. Le mois précédent, la moyenne des prévisions (20,1 milliards de dollars) a sous-estimé le chiffre réel (20,6 milliards de dollars).
- Les experts croient que la variation mensuelle du produit intérieur brut réel pour décembre affichera une augmentation de 0,3 %. Les opinions varient d'un minimum de +0,1 % à un maximum de +0,5 %. La prévision du mois de novembre (+0,2 %) sous-estimait le chiffre réel (+0,5 %).

Le prochain communiqué paraîtra le 4 mars.

Pour obtenir un ensemble complet des tableaux ou plus de renseignements, communiquez avec Diane Lachapelle au (613) 951-0568. ■

Ciment

Décembre 1996

En décembre 1996, les fabricants ont livré 656 414 tonnes métriques de ciment, ce qui représente une hausse de 33,8 % par rapport aux 490 582 tonnes métriques livrées en décembre 1995 et une diminution de 34,0 % par rapport aux 994 968 tonnes métriques livrées le mois précédent.

De janvier à décembre 1996, les livraisons étaient de 11 215 849 tonnes métriques, comparativement à 10 440 329 tonnes métriques pour la même période de 1995, ce qui constitue une augmentation de 7,4 %.

Données stockées dans CANSIM: matrices 92 et 122 (série 35).

Le numéro du mois de décembre 1996 de *Ciment* (44-001-XPB, 6 \$ / 60 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Roland Joubert au (613) 951-3527, Division de l'industrie. Internet: rjoubert@statcan.ca. ■

Indice des prix à l'enseignement - niveaux élémentaire et secondaire

1971 à 1995

L'indice des prix à l'enseignement a augmenté de 2,4 % en 1995.

Variation de l'indice des prix à l'enseignement - niveaux élémentaire et secondaire

	1994 à 1995 variation en %
Terre-Neuve	1,5
Île-du-Prince-Édouard	-1,4
Nouvelle-Écosse	-0,5
Nouveau-Brunswick	2,0
Québec	2,5
Ontario	2,9
Manitoba	3,4
Saskatchewan	3,4
Alberta	0,6
Colombie-Britannique	2,4

Les données de 1971 à 1995 sont maintenant disponibles pour l'indice des prix à l'enseignement - niveaux élémentaire et secondaire.

Données stockées dans CANSIM: tableau 00590304.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claudio Pagliarello au (613) 951-1508, Centre des statistiques sur l'éducation. ■

Enquête annuelle des manufactures 1995

L'Enquête annuelle des manufactures fournit de l'information sur plus de 200 industries distinctes. La diffusion des statistiques principales pour chacune d'elles est étalée dans le temps. Les données pour les industries énumérées ci-après sont maintenant disponibles.

À compter d'aujourd'hui, les statistiques principales, à l'échelle nationale, sont disponibles pour 50 industries.

Données stockées dans CANSIM: matrices 5420, 5427, 5436, 5478, 5497, 5506, 5528, 5551 et 5573.

Les données pour ces industries seront publiées dans *Industries du cuir et des produits connexes* (33-251-XPB, 38 \$), *Industries textiles de première transformation* (34-250-XPB, 38 \$), *Industries des produits textiles* (34-251-XPB, 38 \$), *Industries du meuble et des articles d'ameublement* (35-251-XPB, 38 \$), *Imprimerie, édition et industries connexes* (36-251-XPB, 38 \$), *Industries de première transformation des métaux* (41-250-XPB, 38 \$), *Industries de la fabrication des produits métalliques* (41-251-XPB, 38 \$), *Industries du matériel de transport* (42-251-XPB, 38 \$) et *Industries des produits électriques et électroniques* (43-250-XPB, 38 \$). Ces publications paraîtront bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, voir la liste ci-dessous. Télécopieur: (613) 951-9499. Internet: desrosi@statcan.ca. □

Valeur des livraisons

	1994	1995	1994 à 1995	Numéro au catalogue	Renseignements: (613)	
	millions de \$		varia- tion en %			
Industrie (CTI)						
Tanneries (1711)	180,0	184,7	2,6	33-251-XPB	N. Charron	951-3510
Autres filés et tissus tissés (1829)	1 162,8	1 290,3	11,0	34-250-XPB	N. Charron	951-3510
Articles d'hygiène en textiles (1994)	276,6	253,8	-8,2	34-251-XPB	N. Charron	951-3510
Autres meubles de bureau (2649)	461,1	553,9	20,1	35-251-XPB	D. Higgins	951-9837
Impression de formulaires commerciaux (2811)	950,1	1 055,5	11,1	36-251-XPB	S. O'Brien	951-3514
Fonderies d'acier (2912)	249,8	284,6	14,0	41-250-XPB	A. Shinnan	951-3515
Fils et câbles métalliques (3052)	105,2	105,8	0,6	41-251-XPB	D. Higgins	951-9837
Carosseries de camions et d'autobus (3241)	518,5	597,4	15,2	42-251-XPB	A. Shinnan	951-3515
Phonographes, récepteurs de radio et télévisions (3341)	391,1	346,0	-11,5	43-250-XPB	J. Hosein	951-5704

NOUVELLES PARUTIONS

Bulletin de service Aviation, vol. 29, n° 1
Numéro au catalogue: 51-004-XPB
(Canada: 11\$/105\$; États-Unis: 13\$US/126\$US; autres pays: 15\$US/147\$US).

Statistiques de l'énergie électrique, novembre 1996
Numéro au catalogue: 57-001-XPB
(Canada: 11\$/110\$; États-Unis: 14\$US/132\$US; autres pays: 16\$US/154\$US).

Exportations par marchandise, novembre 1996, version microfiche
Numéro au catalogue: 65-004-XMB
(Canada: 35\$/350\$; États-Unis: 42\$US/420\$US; autres pays: 49\$US/490\$US).

Exportations par marchandise, novembre 1996, version papier
Numéro au catalogue: 65-004-XPB
(Canada: 75\$/750\$; États-Unis: 90\$US/900\$US; autres pays: 105\$US/1 050\$US).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, novembre 1996
Numéro au catalogue: 67-002-XPB
(Canada: 17\$/7 170\$; États-Unis: 21\$US/204\$US; autres pays: 24\$US/238\$US).

Activités scientifiques fédérales, 1996-1997
Numéro au catalogue: 88-204-XPB
(Canada: 75\$; États-Unis: 90\$US; autres pays: 105\$US).

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1997. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**
Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.